

La Journée du 8 Octobre 1870 à Saint-Quentin

par M. Bernard FLEURY

Cet épisode, court mais glorieux, de l'histoire de Saint-Quentin reste, en fait, l'une des rares victoires remportées par nos armes lors de la guerre franco-prussienne.

Cela vaut tout de même la peine d'en parler !

Et, nous espérons que le récit de cette aventure, assez héroïque, modérément tragique, — et même sous certains aspects —, comique et théâtrale, en définitive à mettre à l'actif de nos concitoyens de l'époque, intéressera les Saint-Quentinois de fraîche date, qui franchissent peut-être chaque jour les feux tricolores de la place du « Huit-Octobre », ou empruntent cette modeste rue qui a nom « Anatole-de-la-Forge » sans connaître les raisons de ces appellations.

Au moment de la déclaration de la guerre à la Prusse, en 1870, Saint-Quentin est en pleine élection municipale. Et la campagne allait bon train entre 49 listes !

La guerre commence, et c'est la défaite de Wissembourg, qui précède le désastre de Sedan.

On avait eu le temps, cependant, de procéder au scrutin, le 7 août, et de reconduire M. Huet-Jacquemin dans ses fonctions de maire.

C'est à lui qu'il appartient d'annoncer à ses concitoyens, le 6 septembre, la proclamation de la République.

Mais l'ennemi, venant de l'Est et investissant Paris en même temps qu'il se dirige vers le Nord, s'approche de la Picardie.

Le Sous-Prefet de Saint-Quentin, M. Vaudichon, reçoit vers le 10 septembre l'avis que des cavaliers prussiens sont aux portes de Laon. C'est l'avant-garde de la 6^e division de cavalerie du duc de Mecklembourg. La préfecture est bientôt investie.

Alors, à Saint-Quentin, on s'organise : équipement d'ambulance, distribution de numéraire, etc. On célèbre aussi les obsèques du premier soldat français blessé et venu mourir à l'hospice.

Et surtout, on s'occupe de mettre la Garde Nationale en état de combattre. Les compagnies de la Garde Nationale de Saint-Quentin, dont l'existence avait été jusqu'en 1870 fort paisible, venaient de se distinguer le 1^{er} de cette même année face à une agitation ouvrière que l'on avait maîtrisé « avec habileté, mais aussi avec fermeté ». Depuis, le commandant avait atteint la limite d'âge et ses fonctions n'étaient plus assurées que par intérim. Aussi, les officiers, sous-officiers et caporaux se réunissent-ils le 7 août à l'hôtel de ville pour élire un nouveau chef.

Leur choix se porte sur M. Gabriel Dufayel, employé au chemin de fer du Nord, ancien sous-officier qui avait gardé des allures militaires dans la vie civile. Le choix de ses collègues se révéla d'ailleurs extrêmement heureux, car Dufayel allait montrer, les jours suivants, de l'autorité et de l'ardeur, en même temps qu'un sens aigu des responsabilités et de l'organisation.

Le nouveau commandant s'applique aussitôt à équiper et entraîner ses compagnies, fort bien secondé en l'occurrence par son adjudant-major, M. Tauzein, dans le civil vérificateur des poids et mesures.

De nombreux volontaires viennent grossir les rangs. Et ce n'est pas le moindre souci du commandement, car il y a parmi eux des braillards et des ivrognes à qui le fait de donner une arme constitue pour les autres un danger permanent.

A la garde nationale s'associent les pompiers, commandés par M. Baston, revenus à Saint-Quentin le 20 août après avoir été un moment envoyés en renfort à Paris. Leur troupe est solide, disciplinée et efficace.

Le 18 septembre arrive à Saint-Quentin un personnage curieux et pittoresque, dont le nom va rester attaché à l'épisode du 8 octobre, car son rôle y fut déterminant. Il s'agit d'Anatole de La Forge, nommé préfet par le gouvernement de la défense nationale, auquel on prescrit de se rendre à Saint-Quentin, promu chef-lieu du département puisque Laon est aux mains de l'ennemi.

La Forge avait acquis sous l'empire une petite notoriété en tant que journaliste d'opposition, spécialisé dans la défense des peuples opprimés...

De souche authentiquement aristocratique (sa famille était de la région d'Arras et avait eu maille à partir avec les révolutionnaires), le nouveau préfet devait sa nomination à des opinions politiques en concordance avec celles du nouveau gouvernement.

Débarquant de la gare, en uniforme, avec écharpe en bandoulière et épée au côté, il monte à pied la rue d'Isle, demande son chemin à une vieille femme qui pensa en tomber de saisissement quand il lui dit être le nouveau préfet, et parvient ainsi, sans autre forme de procès, à l'hôtel de la sous-préfecture.

Tel était l'homme : naïf, glorieux et bon enfant, mais patriote convaincu de la nécessité de défendre le territoire national contre l'envahisseur.

Sans attendre, il se met à rédiger de nombreuses proclamations : tous les termes d'usage, en pareil cas, s'y trouvent : « Patrie en danger... organisons la résistance... la patriotism de la population laborieuse... défense de la République jusqu'à la mort, etc. »

Il fait même au balcon de l'hôtel de ville un discours aussi enflammé que mémorable. Sa fougue y est telle, que M. Malézieux, le député doit même le retenir par les pans de son habit pour l'empêcher de tomber tandis qu'il embrasse les plis du drapeau après avoir, bien sûr, rappelé à la foule la célèbre phrase de Lamartine sur l'emblème tricolore.

En somme, tout ce qui s'impose pour réchauffer l'enthousiasme d'une population, certes un peu inquiète, mais qui n'en applaudit pas moins à tout rompre.

Le 20 septembre, comme le danger se précise, le gouvernement dissout les conseils municipaux et les remplace par des commissions provisoires.

Celle de Saint-Quentin comprend, sous la présidence du député Malézieux, les nommés Dufour, Benard, Querette, Mariolle-Pinguet, Cordier, Souplet, Lecocq, Poette, Duclos-Gambier, Le Caisne et Zillhardt (ce dernier ayant été choisi par opportunité, en raison de son origine alsacienne et capable, en conséquence, de parler avec l'ennemi).

Le Préfet, conscient de sa mission, se rend successivement à La Fère, puis à Guise, pour visiter les travaux de défense éloignée.

Il poste, au passage, un guetteur à la Ferté Chevresis avec mission d'informer de l'avance prussienne.

Le 8 octobre, de bonne heure dans la matinée, la commission provisoire avertie de l'approche des Allemands, se déclare en session permanente. Et une délégation se rend chez le Préfet pour obtenir des indications.

Car au fond, malgré une attitude apparemment résolue, on était assez inquiet des déclarations des jours précédents ; et se défendre « jusqu'à la mort » paraissait à certains aller au-delà de ce que la Nation pouvait raisonnablement exiger.

D'ailleurs le Préfet, tout en maintenant ses consignes de défense à outrance, fait part à la délégation des instructions qu'il venait de recevoir, à la fois du commissaire général du Nord et du général commandant la 3^e D. M., et par lesquelles ces hautes personnalités, tout en le félicitant de son dynamisme et de son patriotisme et en espérant de Saint-Quentin une défense plus qu'honorables, ne semblent pas exclure l'hypothèse que l'on soit obligé d'admettre la supériorité ennemie et de subir sa loi.

La commission remercie M. de La Forge de ses indications et se retire après avoir été avertie que les Prussiens se trouvaient à Ribemont dès 7 heures du matin.

Peu après, on entend au loin les premiers coups de feu.

A partir de ce moment là, la commission estime que ses pouvoirs se bornent aux affaires civiles et s'en remet pour le reste aux autorités militaires, en l'espèce MM. de La Forge et Dufayel.

Ce n'est pas pour autant que sa position va être commode et confortable toute la journée.

Bien au contraire, ses membres vont être harcelés en tous sens, entre le Préfet qui parlait de « s'ensevelir dans les ruines », les braillards qui ne cherchaient qu'à profiter de toutes les occasions de désordre, et les porteurs de fausses ou de vraies nouvelles.

On se plaît à reconnaître qu'ils s'en sont bien tirés étant restés constamment « sur la brêche ».

Revenons-en maintenant aux faits proprement dits de cette journée héroïque. Le mieux, en l'occurrence, est de donner d'abord la parole à l'adversaire : le journal du G.Q.G. prussien relate, aux dates du 7 et 8 octobre 1870 : « Par ordre du gouverneur général de Reims, une petite expédition fut dirigée de Laon vers Saint-Quentin, mais n'eut pas de succès, cette ville étant fortement occupée ».

Ce serait entièrement vrai si le rédacteur avait ajouté : « par la Garde Nationale et les sapeurs pompiers... »

En fait, les Allemands engagent dans l'opération des troupes dites « d'étapes » chargées d'occuper le terrain entre les points conquis par les unités combattantes de choc.

Sous le commandement du Colonel Von Kahlden se trouvent réunis pour ce raid 300 dragons de Mecklembourg et une compagnie et demi de la Landwehr de Kottbus.

La colonne s'ébranle, et dès son départ de Laon, elle est précédée d'un certain Rousseau qui, ayant un frère à Saint-Quentin, décide de le prévenir et saute, à cet effet, dans son cabriolet. Il en eut d'ailleurs largement le temps car l'ennemi fit halte le soir à Ribemont.

Voici comment est organisée la défense de Saint-Quentin : Une première barricade a été élevée par nos héros, à cheval sur la rue de La Fère et le chemin de Neuville à hauteur de l'usine Pasquin ; une deuxième, rue de Guise, la complète. L'ensemble étant défendu par les sapeurs pompiers. L'ouvrage principal se trouve au pont du canal, côté ville. Il est fait de madriers et de troncs d'arbres mesurant 3,50 m de haut et comportant dans son milieu une « porte charretière ».

C'est la 3^e compagnie du Capitaine Vouriot (marchand de papiers peints) qui en a la garde. Sur la gauche, dans le bâtiment des Ponts et Chaussées, rue Crété, se trouve la 2^e Compagnie du Capitaine Coutant.

Pour empêcher l'ennemi de passer le pont de Rouvroy, on avait creusé une large tranchée entre deux marais infranchissables et placé, là, la 5^e Compagnie du Capitaine Basquin, et la 1^{re} Compagnie du Capitaine Herbert.

Derrière, en renfort, au chemin de Rouvroy, se trouve la 4^e Compagnie du Capitaine Demanet. La 6^e Compagnie est au cimetière nord, la 7^e Compagnie au faubourg Saint-Jean et la 8^e Compagnie à Remicourt.

Déjà, le 7 au soir, on avait battu la générale et tout le monde s'était précipité à son poste. Mais la nuit ayant été froide, pluvieuse et parfaitement calme, le 8 au matin, on congédie les hommes en ne laissant que des postes de garde.

Ce même samedi matin du 8, les maraîchers des environs, comme de coutume, envahissent la grand-place. Mais lorsqu'à 10 heures, le tocsin retentit, c'est la panique parmi les « haricotiers » qui déguerpissent à toute allure.

Les défenseurs regagnent leurs postes.

Seul ennui : le Préfet avait fait distribuer des armes à tort et à travers et beaucoup trop de gens munis de fusils commencent à parcourir en tous sens les rues de la ville, créant un réel danger à cause de leur excitation et de leur maladresse.

Le lieutenant de pompiers Lafont, envoyé en reconnaissance au-delà du Petit Neuville, aperçoit l'ennemi qui arrive dans les champs.

Il fait ouvrir le feu à 400 mètres de distance. Les Prussiens surpris, effectuent un mouvement vers leur droite. Craignant d'être tourné, Lafont se porte sur sa gauche en se repliant et fait tirer tout son monde jusqu'à épuisement des munitions.

C'est dans cette phase du combat que tombe la première victime, un certain Lecompte, qui, la cuisse brisée, reste sur le terrain et, pris pour un franc tireur, est achevé d'un coup de baïonnette. (A noter que les onze enfants que laisse ce veuf seront adoptés par la ville).

Et bientôt, les Prussiens passant par l'usine Basquin, parviennent devant la grande barricade du canal. A ce moment-là, le Préfet de La Forge donne l'ordre de détruire le pont. On lui obéit, mais à contre-cœur et après bien des hésitations.

M. Vouriot, commandant l'obstacle principal, a disposé son monde d'habile façon. Et il est aidé dans sa tâche par deux civils, excellents tireurs. MM. Bosquette, l'armurier bien connu et Cherfils, qui du haut d'une maison font feu sur les Prussiens évoluant dans les marais d'Harly.

Les soldats ennemis, occupant la gare, se déplacent derrière des palissades qui se trouvent là. Ils ont pénétré dans quelques cabarets tout autour et il s'ensuit des scènes de brutalité sans conséquences bien graves.

La fusillade fait une deuxième victime, le garde national Martin, tué net sur la barricade par une balle à la tête. Par ailleurs, deux civils avaient été abattus dans les faubourgs. Il y eut en outre, du côté français, une quinzaine de blessés, sans compter ceux qui furent victimes des balles tirées par la bande d'écervelés dont nous avons déjà parlé.

M. Dufayel va d'une barricade à l'autre, attentif, énergique et veillant à tout. Quant au Préfet, un pistolet d'une main, l'épée dans l'autre, il encourage les défenseurs de la voix et du geste.

La question de la blessure qu'il reçut à la jambe reste très discutée : éclat de bois ou de pierre, ricochet de balle... Cela n'a jamais été établi avec certitude. Mais son attitude n'en fut pas moins très crâne...

On redoute tout de même, en ce début d'après-midi, un mouvement tournant des Prussiens vers le nord.

Et c'est avec soulagement qu'à 14 heures on les voit tout à coup abandonner la partie. En effet, devant la défense qui lui est opposée, le Colonel Von Kahlden estime que l'attaque directe coûterait trop de pertes. Et il décide de retirer ses troupes. Et celle-ci regagnent, comme elles étaient venues, Mesnil-Saint-Laurent puis Ribemont.

Du côté allemand, l'affaire se solde par deux hommes tués, douze blessés et six disparus. (En fait, des prisonniers qui furent, plus tard, acheminés sur Lille). Le duc de Mecklembourg ne tint pas rigueur de l'échec à son subordonné, car celui-ci prit la précaution d'indiquer dans son rapport que la ville était défendue par de « la troupe ».

En se retirant, les Prussiens emmènent avec eux 14 otages. Le principal d'entre eux est M. Basquin, fait prisonnier dans la cour de son usine et considéré comme suspect.

Convenablement traités, après avoir, bien sûr, entendu plusieurs fois qu'ils allaient être fusillés, tous seront libérés dès le 23 octobre après que la ville eût payé une solide « contribution de guerre ».

La nouvelle de cette affaire se répand très vite aux alentours grâce, notamment aux maraîchers qui vont raconter partout leur aventure. Un grand élan de solidarité se manifeste en faveur de Saint-Quentin. D'autant que La Forge télégraphie aussitôt à Testelin, commissaire de la défense pour le Nord et lui demande des renforts.

Il en arrive de partout, le soir et les jours suivants, troupes ou gardes nationaux de Cambrai, de Péronne, de La Fère, et même de la Marne qui envoie 1.500 mobiles. Les plus ardents sont les gardes nationaux de Ham, ville sentimentalement unie à Saint-Quentin et l'un des frères du Général Foy entretient l'esprit patriotique.

Le 10 octobre, le Préfet, par un ordre du jour enflammé, proclame sa satisfaction et exprime ses félicitations, déclarant que cette date « prendrait place à côté de la glorieuse défense de 1557 ».

De Tours, la délégation du gouvernement de la Défense Nationale remercie Saint-Quentin pour l'exemple donné aux villes ouvertes.

Le 11, on inhume solennellement les deux gardes nationaux tombés au combat.

Il est intéressant de compulser les comptes financiers de cette opération, tenus scrupuleusement par M. Dufayel à qui l'on avait

attribué un crédit de 3.000 F. On y voit qu'une somme de 35 F a été « remise aux délégués pour la construction d'une barricade ».

En fait, c'est pour se débarrasser de quelques excités que le Commandant de la Garde Nationale leur demande d'édifier un ouvrage.

Ces gens commencèrent à dépaver la rue d'Isle, puis coururent se mettre à l'abri dès les premiers coups de feu !

Mais les jours passent et de tous côtés arrivent des informations sur un indubitable renforcement des troupes ennemis en direction de Saint-Quentin. Alors, l'ivresse engendrée par la récente victoire s'efface progressivement devant un sentiment plus réservé quant à l'avenir.

D'ailleurs, Testelin et les Généraux en place dans la ville ne se font pas d'illusions : une agglomération située dans une campagne plate et dénudée peut être facilement investie quand on y met le prix. La commission en exprime plusieurs fois officieusement l'avis.

Sentant que le terrain se dérobe sous ses pieds, notre brave Anatole de La Forge préfère donner sa démission et il quitte discrètement la ville le 17. Quand à MM. Dufayel et Baston, ils en font de même parce que la commission leur en a donné officiellement le conseil. Les troupes de renfort, elles aussi, commencent à évacuer la place dès le 15 octobre.

Si bien que le 20, le Colonel Von Kahlden, ayant réuni cette fois plus de 4.000 hommes et 12 canons, repart en direction de Saint-Quentin.

Le 21 à 10 heures, il s'installe à l'Hôtel de Ville après un simulacre de combat.

C'en est fini de l'épopée.

Et maintenant, voici quelques rapides indications sur la suite de cette histoire et la destinée de ses protagonistes :

Les Prussiens ne devaient rester que deux jours à Saint-Quentin. Jusqu'à la fin de la guerre, ils y revinrent, de même que les Français, à plusieurs reprises.

Dufayel eut de l'avancement et termina sa carrière comme chef de gare à Chauny.

Quant à notre héros La Forge, il fut fait Officier de la Légion d'Honneur. Nommé Préfet des Basses-Alpes en janvier 1871, il démissionna un mois plus tard pour protester contre le fait qu'on ne faisait pas « la guerre à outrance ».

Après un temps dans le journalisme et l'administration, avec des situations de second ordre, il fut élu Député à Paris en 1881, et succéda à Henri Martin à la présidence de la « Ligue des Patriotes ». Puis, il tomba peu à peu dans l'oubli et mit, lui-même, fin à ses jours à l'âge de 71 ans. Lors de ses obsèques, le Président Deschanel eut le mot qui convenait en disant : « Il fut chevaleresque. »

Sa mémoire est perpétuée sur deux plaques de rues : l'une dans le XVII^e arrondissement de Paris, et l'autre dans la ville dont il a assuré la défense le 8 octobre 1870.

SUR LA CONFÉRENCE DE M. BERNARD FLEURY :

"La Journée du 8 Octobre 1870"Quelques mots de M. Triou

A l'occasion du débat qui suivit l'exposé de M. Fleury et, soulignant l'état d'esprit que la chute de l'Empire avait fait naître dans le pays, M. Triou déclare notamment : « Il est bien vrai que le 8 octobre ne fut pas une grande journée comme le montre l'exposé précis et détaillé de M. Fleury. Nous n'étions plus au temps des chefs ni des soldats de l'An II ; ce fut un combat exceptionnel, sans plus ».

On peut cependant, à propos de l'état d'esprit dont cet événement nous donne de bons exemples, atteindre à des remarques générales concernant la guerre et la défaite de 1870.

A propos des Civils et des Militaires :

Il est vrai que la ville s'est défendue elle-même contre un détachement prussien. Il est curieux de constater qu'elle l'a fait parce que l'armée régulière, repliée bien au Nord de Saint-Quentin, n'était même pas au contact de l'ennemi ; la ville avait été abandonnée par le haut commandement, peu soucieux de combattre, maintenant que l'Empereur était prisonnier ; ce sont des civils, de pauvres

gens, des ouvriers, francs-tireurs sans uniforme, qu'on a retrouvé mêlés aux gardes nationaux et aux sapeurs-pompiers derrière la barricade du pont d'Isle.

Après le 8 octobre, l'armée est revenue à Saint-Quentin, mais pour peu de temps ; les esprits calmés, les soldats ont à nouveau quitté la ville, sans que les Prussiens l'aient d'ailleurs attaquée, et l'ennemi y a pénétré sans combat. C'est cet abandon, sous prétexte de regroupement qui a motivé la démission du Préfet Anatole de la Forge.

Voilà une armée de métier, commandée par des chefs plus fidèles à l'Empereur qu'à la France (en octobre, Faidherbe n'était pas encore chef de l'armée du Nord) ; voilà des militaires qui laissent sans défense des Français qui ont fait montre de patriotisme, mais qui sont sans doute républicains. On pense à Bazaine qui va traiter à la fin du mois avec les Prussiens, frères d'armes, en leur livrant intacts ses canons et ses drapeaux.

A propos du Maire et du Sous-Préfet :

Voilà donc liés ce Préfet pittoresque et ces combattants improvisés ; ils ont combattu ensemble derrière la barricade de 10 heures du matin à 5 heures du soir ; il y eut des morts ; Anatole de la Forge a été blessé. La victoire a couronné leurs efforts parce que le Préfet dirigeait *une défense active, à outrance* ; la commission municipale ne souhaitait *qu'une défense honorable...* Dès le début du combat, on voit les membres de cette commission et son président siéger en permanence à la Mairie, puis envoyer aux nouvelles, proposer dès midi l'arrêt de la fusillade, « l'honneur était sauf ». Puis, affolés de fausses nouvelles, tremblant pour eux-mêmes, leurs maisons et leurs usines, insister encore dans le même sens. Vers 5 heures, on les voit se déplacer tous vers la barricade, être sur le point d'obtenir, en discutant avec chaque combattant, la fin de l'engagement... jusqu'au moment où les Prussiens décrochent vers Neuville et Ribemont.

Il est facile d'ironiser sur la pluie de télégrammes qui sont arrivés de toutes parts les jours suivants, vantant la belle défense de la ville et adressés à la Mairie. Mais dans cette affaire, on voit bien à quel point la population était divisée en deux camps, comme le pays. Les bourgeois représentés dans la commission municipale voyaient à nouveau les quarante-huitards armés en ville, craignaient la révolution sociale. Le patriotisme d'Anatole de la Forge, ami de Gambetta, « le fou furieux » apparaissait bien dangereux pour la tranquillité publique.

La naïveté populaire avait pourtant senti quel était son devoir ; elle l'a montré aux édiles saint-quentinois et aux chefs militaires ; il n'est pas sûr que cette leçon ait été bien accueillie ».

Et l'intervention de M. Dugardin :

L'histoire, telle qu'elle nous a été présentée dans notre adolescence, nous a laissé des grands hommes, un portrait à la manière impressionniste. Celle qui nous est révélée aujourd'hui nous présente une image plus fouillée, plus réelle, mais plus complexe et plus contestée, parce que plus humaine.

Pourtant, les souvenirs d'adolescence nous restent chers, si bien que la connaissance de la vérité nous satisfait, mais nous peine.

C'est bien ainsi, qu'après réflexion, je ressens le récit des événements du 8 octobre 1870 :

D'abord, au sujet du principal personnage, Anatole de la Forge ; il est descendu de son socle et venu parmi nous. Il nous apparaît comme un tempérament impulsif et, sans doute, à cause de cela, fragile. Mais justement, ce sont les hommes de ce caractère qui ont su donner aux foules l'impulsion nécessaire pour qu'elles se portent à des actes décisifs, et je ne puis me retenir d'un rapprochement avec Camille Desmoulins. Bien des grands hommes, d'ailleurs, qui ont eu, eux, un mérite incontesté, une influence et une efficacité durables au cours de l'histoire ou dans les domaines littéraires ou artistiques, nous apparaissent bien petits quand on examine certains de leurs comportements.

Les impulsions parfois risibles d'Anatole de la Forge ne font pas oublier sa présence au danger, ni sa noblesse d'âme, même si elle nous a paru momentanée.

Près de lui, avec lui, qui vraiment ? Les sapeurs pompiers de Dufayel et les citoyens que l'exemple de ceux-ci avait conquises. Des hommes qui, déjà, souvent bénévolement, s'étaient présentés pour peiner et courir des risques lorsque l'incendie menaçait les biens et la vie de leurs concitoyens. Cette fois encore, ils se savaient concernés, car ils se savaient capables devant le danger, de garder la capacité d'organisation et de conduire l'activité. Sans doute n'y a-t-il eu qu'un tué peut-être trois, c'est peu pour l'histoire. Pour leurs familles c'est tout.

Les défenseurs de la ville auraient pu être massacrés. Ils ont échappé par miracle. Le miracle, c'est la décision du colonel allemand. Il a voulu épargner ses hommes, des « territoriaux » comme ceux de notre 10^e. Mieux valait attendre, c'est vrai. Mais quand on pense à sa formation militaire, il est permis de se trouver surpris. Cette « erreur » de tactique pouvait lui attirer, et il en était sûrement conscient, la désapprobation de ses supérieurs et les moqueries de ses pairs.

Au-dessus et en-deçà de ces « actifs », animés par la volonté de résistance, qu'y avait-il ?

Les notables avaient vu arriver ce préfet que leur déléguait le gouvernement issu du 4 septembre. Ils ne pouvaient faire autrement que de le recevoir, et apparemment de le suivre. Mais ils songeaient à leurs biens, à leurs intérêts immédiats. Ce donneur de leçons d'idéal était un homme dangereux, et c'était avec une certaine malignité qu'ils discernaient un manque de solidité chez cet être impulsif.

Les sapeurs-pompiers sont des traîneurs de foule, non pas seulement des curieux des incendies, mais aussi de ceux qui suivent les lampions. Les temps troublés sont, pour certains, de bonnes occasions de participer à l'agitation. Dépaver les rues et boire un verre ensuite, voilà qui leur convient. Alors, quand le danger devient réel, il ne reste qu'Anatole de la Forge, Dufayel et ses hommes.

Cet aspect de l'état social de notre ville ne laisse pas d'émoi voir. Quand, pour le mieux comprendre nous sommes invités à nous reporter à celui, à cette date, des couches sociales de la nation dans son ensemble, particulièrement de l'armée régulière, ce dont notre ville paraît être le fidèle reflet, nous sommes infiniment intéressés.

Pourtant, il est impossible de ne pas évoquer la suite des événements, nos souvenirs des « Contes du Lundi » et de la « Débâcle » de Zola, de ne pas nous rappeler les souffrances, les misères, les dévouements, tout ce qui a pu justifier le nom « d'année terrible ». Ne minimisons pas dans notre souvenir ces moments-là. Nous avons, bien sûr, vu beaucoup de choses depuis. Et notre génération a aussi connu la rancœur des efforts vains et méprisés ; à cette époque elle a relu Renan et elle a trouvé en lui quelques leçons de ténacité.

Maintenant, je crois, il ne faut pas cesser de considérer avec une certaine tendresse, sur les vieilles cartes postales, le monument de la place du 8 octobre et avec un affectueux respect la plaque de la rue Anatole de la Forge.
